

Secrétariat à la condition féminine

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2024-2025**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE

Secrétariat à la condition féminine (SCF)

1. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
2. Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2023-2024 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.
3. Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement.
4. Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.
5. Liste de l'effectif en poste au Secrétariat à la condition féminine pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions des besoins pour 2024-2025.
6. Ventilation détaillée des organismes, des entreprises ou de toute autre entité ayant reçu des sommes du SCF en 2023-2024.
7. Liste des rencontres tenues entre la ministre responsable de la Condition féminine ou son cabinet et des organismes, des entreprises ou toute autre entité en 2023-2024.
8. Liste des événements publics auxquels la ministre responsable de la Condition féminine a participé en 2023-2024.

Formations, conférences, technologies de l'information et autres

9. Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activités (incluant hors Québec) auxquels ont participé les employés du ministère et membres relevant du cabinet du ministre. Indiquer :
 - a. le lieu et la date;
 - b. le coût;
 - c. le nombre de participants;
 - d. le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
10. Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2023-2024 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux.

Données sur la place des femmes dans les lieux décisionnels

11. Nombre total de juges, au 31 mars 2024, pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les cours avec une sous-représentation féminine.
12. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels au sein des conseils municipaux.
13. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.
14. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des ordres professionnels. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les ordres avec une sous-représentation féminine.
15. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des universités. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les universités avec une sous-représentation féminine.
16. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des CISSS, CIUSSS et des autres établissements de santé non fusionnés. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les établissements avec une sous-représentation féminine.
17. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2024. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.
18. Liste des mesures initiées afin de sensibiliser les entreprises à l'équité salariale entre les emplois féminins et les emplois masculins, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.
19. Liste des mesures initiées afin de valoriser l'entrepreneuriat chez les femmes, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.

Comités interministériels

20. Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et de ceux impliquant d'autres partenaires, auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2019-2020, en 2020-2021, en 2022-2023 et en 2023-2024. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :
 - a. le(s) mandat(s);
 - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c. les rencontres tenues en 2023-2024;
 - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2023-2024;
 - e. les rencontres prévues en 2024-2025 avec l'objet et l'échéancier.

Analyse différenciée selon les sexes

21. État de situation, au 31 mars 2024, du nombre de personnes ayant suivi une formation en ligne sur les ADS (incluant les formations régionales), dans le cadre de la poursuite de l'offre de services de sensibilisation et de formation auprès des hautes autorités, des gestionnaires et du personnel professionnel dans les ministères et les organismes gouvernementaux, les CRÉ et les Villes.
22. État de situation, au 31 mars 2024, de la liste des ministères et organismes ayant systématisé l'intégration des ADS dans leurs processus. Préciser également pour chaque ministère et organisme la nature des mécanismes internes institués, les sommes et les ETC dédiés en 2023-2024.
23. État de situation, au 31 mars 2024, du nombre de formateurs et de formatrices soutenu par le SCF. Préciser les sommes et les ETC dédiés en 2024-2025. Préciser ce qu'il est advenu des formateurs et formatrices soutenus dans le cadre des ententes régionales.
24. État de situation, au 31 mars 2024, des instances en place pour maintenir et consolider les ADS. Préciser le nombre de rencontres tenues en 2023-2024 par le comité directeur et le comité interministériel en ADS.
25. État de situation, au 31 mars 2024, quant au développement d'une approche promotionnelle auprès des ministères et organismes, des villes et des instances régionales et locales. Préciser notamment les sommes et les ETC dédiés en 2023-2024.
26. État de situation, au 31 mars 2024, de l'organisation d'un forum sur les ADS.

Plan d'action gouvernemental 2018-2023 en matière de violence conjugale

27. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024 dans la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale.
28. Indiquer le nombre de rencontres que le Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et ses sous-comités ont dédié, en tout ou en partie, à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de violence conjugale en 2023-2024.
29. Indiquer le financement récurrent à la mission accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale pour l'année 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
30. Fournir la ventilation de l'utilisation détaillée du budget octroyé pour contrer la violence conjugale. Ventiler par catégorie (Consolider et accroître la capacité d'accueil des maisons d'hébergement pour les femmes et les enfants victimes de violence conjugale, Améliorer le traitement judiciaire des dossiers en matière de violence conjugale), par région, par année. Nommer les organismes financés par région.

31. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2023-2024 par le SCF pour les femmes immigrantes victimes de violence conjugale, par région, ainsi que les prévisions pour l'année 2024-2025.
32. Préciser les sommes dégagées en 2023-2024 pour accompagner les femmes victimes de violence conjugale. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. aide psychologique adaptée;
 - c. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - d. aide pour les enfants;
 - e. aide juridique;
 - f. autres.

Prévenir et contrer les violences sexuelles

33. Indiquer les mesures et les sommes engagées, par région, en 2023-2024 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles. Prévisions pour 2024-2025.
34. Indiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2023-2024 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles. Prévisions pour 2024-2025.
35. Indiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2023-2024 par le SCF pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle. Prévisions pour 2024-2025.
36. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2023-2024 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
37. Ventilation détaillée des sommes allouées concernant l'offre de formation en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès des femmes et des enfants victimes de violences sexuelles.
38. Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
39. Préciser le nombre de rencontres tenues par le sous-comité « volet autochtone » en 2023-2024 pour élaborer une stratégie spécifique d'intervention pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
40. Ventilation détaillée des sommes accordées par le SCF en 2023-2024 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, par région, incluant les groupes, et prévisions pour 2024-2025.

41. Préciser, au 31 mars 2024, si le comité des sous-ministres coprésidé par le SCF et le ministère de la Justice remplit toujours son rôle de s'assurer de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.
42. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité des sous-ministres coprésidé par le SCF et le ministère de la Justice en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.
43. Préciser quelle part occupent les rencontres bilatérales parmi toutes les rencontres tenues en 2023-2024 au sein du Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et des sous-comités.
44. Préciser de qui relève, au 31 mars 2024, le comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale. Préciser également si le ministère de la Sécurité publique demeure coresponsable, avec le SCF, du volet « exploitation sexuelle ».
45. Fournir toutes les dates des rencontres, les noms des personnes présentes, les rapports préliminaires et les résultats du comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.
46. Indiquer le suivi donné à chacune des recommandations de l'avis du Conseil du statut de la femme sur la prostitution, les sommes cumulées et les ETC associés à chaque mesure prise depuis la publication de l'avis.
47. Préciser les actions menées par le SCF en date du 31 mars 2024 pour que soit supprimée la promotion de services sexuels dans les petites annonces des journaux, les médias électroniques, Internet et dans l'espace public (panneaux publicitaires ou autres), tel que l'a recommandé le Conseil du statut de la femme dans son avis de 2012.
48. Liste des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence ayant reçu du financement en 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.
49. Nombre de nouvelles ressources embauchées dans les ressources d'hébergement pour femmes victimes de violence, ventilé par région.
50. Nombre de places en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence créées et consolidées, ventilé par région. Prévisions pour 2024-2025.
51. Liste des services externes bonifiés, ventilée par région. Prévisions pour 2024-2025.
52. Préciser les sommes dégagées en 2023-2024 pour accompagner les femmes victimes de violences sexuelles. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
 - a. maisons d'hébergement pour elles;

- b. aide psychologique adaptée;
 - c. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - d. aide pour les enfants;
 - e. aide juridique;
 - f. autres.
53. Préciser les sommes dégagées en 2023-2024 pour aider les personnes prostituées à quitter ce milieu. Ventiler selon les mesures potentielles suivantes :
- a. maisons d'hébergement pour elles;
 - b. services de désintoxication;
 - c. aide psychologique adaptée;
 - d. aide sur le plan de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique;
 - e. aide juridique afin d'obtenir un pardon pour les condamnations liées à la communication à des fins de prostitution;
 - f. autres.
54. Indiquer les sommes dépensées pour la réalisation d'une vaste campagne d'information auprès de la population en général et des clients en particulier afin de décourager l'achat de services sexuels et de montrer les préjudices qui découlent de la prostitution et de l'exploitation sexuelle des mineurs.
55. Indiquer les sommes dépensées pour la réalisation de la campagne médiatique 2021 visant à sensibiliser la population à la violence conjugale et sexuelle envers les femmes. Prévisions pour 2024-2025.
56. Nombre total de places dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de 1^{re} étape et de 2^e étape. Nombre de places nécessaires pour combler les besoins. Ventilation par région.
57. Indiquer de quelle façon le nombre de places à venir dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale est réparti entre les régions.

Rapports égalitaires à l'école

58. Indiquer les actions concrètes implantées à la suite des travaux des trois comités suivants en 2023-2024, et celles prévues en 2024-2025 :
- a. Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire;
 - b. Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires;
 - c. Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité.
59. Indiquer les suites données à l'avis du Conseil du statut de la femme sur l'égalité entre les sexes en milieu scolaire. Indiquer quelles suites ont été données en 2023-2024 aux

recommandations de l'avis qui touche le SCF. Indiquer si des sommes et des ETC ont été dédiés à cette fin.

- 60. Indiquer si le SCF a été consulté pour l'élaboration du projet pilote d'éducation à la sexualité. Indiquer si le SCF est impliqué dans l'évaluation de la mesure depuis son instauration. Indiquer les ETC dédiés au suivi.
- 61. Tout document, budget, courriel et toute rencontre visant à répondre à la demande des organismes afin que soit adoptée une loi pour prévenir les violences sexuelles dans les écoles du Québec.

Emploi

- 62. Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
- 63. Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2023-2024, ainsi que les actions prévues pour 2024-2025. Indiquer les montants consacrés par le SCF.

Femmes autochtones et immigrantes

- 64. Bilan et liste des mesures initiées auprès des femmes autochtones, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.
- 65. Bilan et liste des mesures initiées auprès des femmes immigrantes, par région, et montants ventilés, par mesure, pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.
- 66. *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- 67. Préciser si un bilan des consultations particulières menées auprès des organisations autochtones en 2023-2024 en matière d'agressions et d'exploitation sexuelles a été produit par le SCF.

Ententes de partenariat

- 68. Fournir les sommes allouées en 2023-2024 et celles prévues en 2024-2025 pour le soutien à la mission des 16 groupes spécialisés en matière d'employabilité féminine. Ventiler par organisme. Indiquer le nombre de rencontres tenues avec les groupes par le SCF en 2023-2024.

69. Table des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025. Liste de l'effectif lié à ce projet, incluant le mandat et la rémunération.
70. Projets financés dans le cadre du programme de soutien financier « Initiative de partenariat – Égalité entre les femmes et les hommes » (incluant les ententes administratives en égalité) du SCF en 2023-2024. Pour chacun, indiquer, par région :
- a. la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b. la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c. les critères de sélection et les sommes octroyées.
71. Appel de projets nationaux, locaux et régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lancé en 2023-2024 par le SCF, dans le cadre du programme de soutien financier « Initiative de partenariat – Égalité entre les femmes et les hommes » : fournir la liste des projets financés. Ventiler par projet déposé en fournissant :
- a. le nom de l'organisation ayant déposé un projet;
 - b. la nature de l'organisation, par exemple : MRC, municipalités, organisations parapubliques des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou du développement régional et local / organismes à but non lucratif, milieux autochtones;
 - c. si oui ou non le projet a été déposé en format « partenariat »;
 - d. le montant soumissionné pour le projet;
 - e. le résumé du projet proposé;
 - f. le cas échéant, les étapes d'analyse franchies pour le projet;
 - g. le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet.

Fournir la liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de-projets.

72. Projets financés dans le cadre du Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes du SCF en 2023-2024. Pour chacun, indiquer, par région :
- a. la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b. la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c. les critères de sélection et les sommes octroyées.
73. Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.
74. Détail des travaux engagés et à venir concernant la gestation pour autrui.

Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale 2020-2025

85. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024 dans la mise en œuvre du plan d'action 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale.
86. Bilan de l'étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets antirapprochements.
87. Copie de l'aide-mémoire à l'intention des services de police concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public en vertu de l'article 810 du Code criminel.
88. Nombre de femmes ayant bénéficié du programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter leur sortie d'un milieu dangereux en 2023-2024. Ventilation détaillée des sommes données et copie des critères pour bénéficier de cette aide financière d'urgence.
89. Liste des rencontres entre les différents organismes et ministères ainsi que les organismes desservant les femmes dans l'élaboration du plan d'action 2020-2025.
90. Ventilation détaillée des 180 M\$ annoncés sur 5 ans en 2020.
91. Liste des maisons d'hébergement pour femmes dans l'ensemble du réseau n'ayant pas encore reçu leur financement en 2023-2024.
92. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024 dans la mise en œuvre du plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale.

Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie

93. Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2023-2024 dans la mise en œuvre du plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.
94. Nombre de femmes ayant participé au Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) en 2023-2024.
95. Liste des actions entreprises en 2023-2024 pour stimuler la participation des femmes aux conseils d'administration en contexte de relance.
96. Copie des documents ou rapports visant à documenter les impacts de la pandémie sur les femmes.
97. Nombre d'entreprises ayant été sensibilisées aux bonnes pratiques en matière de conciliation famille-travail-études (CFTE) en 2023-2024.
98. Copie de l'analyse du phénomène de sous-valorisation des emplois à prédominance féminine ainsi que des recommandations visant à mettre en place des actions permettant d'assurer une meilleure reconnaissance de la valeur de ces emplois d'un milieu à l'autre.
99. Ventilation détaillée de l'aide d'urgence de 2,5 M\$ annoncée le 27 mars 2020 pour les maisons d'hébergement pour femmes violentées.

Équité salariale et emploi

100. Copie des documents et échanges visant à réformer la *Loi sur l'équité salariale*.
101. Les plus récentes données concernant l'équité salariale au Québec.
102. Liste des actions visant à sensibiliser les entreprises du Québec à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.
103. Nombre de causes pendantes devant la CNESST en matière d'équité salariale depuis 2010.
104. Liste des rencontres tenues entre la ministre responsable de la Condition féminine et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en matière d'équité salariale en 2023-2024.
105. Liste des actions entreprises et des sommes engagées pour favoriser la recherche d'emploi chez les femmes, particulièrement les femmes immigrantes.
106. État de situation des femmes sur le marché du travail en 2023-2024.
107. État de situation sur le nombre de femmes en attente d'une place en maison d'hébergement de première et de deuxième étape, ventilé par région et par délai d'attente.

**P. 1 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION
TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

P. 2 POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN **2023-2024** ET POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX QUI ONT OBTENU UN POSTE PERMANENT.

2023-2024 (en date du 29 février 2024)

Secteur	SCF
Tous les statuts	42
Régulier	41
Occasionnel	1
Pourcentage (%) d'employés occasionnels	2 %
Nombre d'employés devenus permanents	2
Pourcentage (%) d'employés devenus permanents	5 %

P. 3 NOMBRE DE POSTES VACANTS ABOLIS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET PAR ÉTABLISSEMENT.

Concernant le Secrétariat à la condition féminine, aucun poste vacant n'a été aboli au cours de la dernière année.

P. 4 NOMBRE DE POSTES VACANTS OU DE CONGÉS NON COMBLÉS AU COURS DE LA DERNIÈRES ANNÉE, PAR RÉGION.

Au 29 février 2024 : il y a 3 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

P. 5 LISTE DE L'EFFECTIF EN POSTE AU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LES PRÉVISIONS DES BESOINS POUR 2024-2025

Les réponses à cette question seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. 6 VENTILATION DÉTAILLÉE DES ORGANISMES, DES ENTREPRISES OU DE TOUTE AUTRE ENTITÉ AYANT REÇU DES SOMMES DU SCF EN 2023-2024.

L'information quant aux différents organismes, entreprises ou de toute autre entité ayant reçu des sommes du Secrétariat à la condition féminine (SCF) en 2023-2024 se trouve aux fiches des renseignements particuliers et généraux suivantes :

- Question 72 des renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes;
- Question 40 des renseignements particuliers du 1^{er} groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles;
- Question 41 des renseignements particuliers du 1^{er} groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence conjugale;
- Question 20 des renseignements particuliers du 1^{er} groupe d'opposition : Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones;
- Question 6 des renseignements généraux : Contrats;
- Question 3 des renseignements généraux : Commandites et publicité.

**P. 7 LISTE DES RENCONTRES TENUES ENTRE LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE OU SON CABINET ET
DES ORGANISMES, DES ENTREPRISES OU TOUTE AUTRE ENTITÉ EN 2023-2024.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

P. 8 LISTE DES ÉVÉNEMENTS PUBLICS AUXQUELS LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE A PARTICIPÉ EN 2023-2024.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- P. 9** **LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, MISSIONS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS (INCLUANT HORS-QUÉBEC)**
AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET MEMBRES RELEVANT DU CABINET DE LA MINISTRE. INDiquer :
- A.** LE LIEU ET LA DATE;
 - B.** LE COÛT;
 - C.** LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
 - D.** LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.
-

Veillez vous référer à la question 55 des renseignements généraux.

P. 10 LISTE DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2023-2024 ET LE BUDGET ALLOUÉ POUR LA TENUE DE CHACUN D'EUX.

Veillez vous référer à la question 4 des renseignements généraux.

P. 11 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2024, POUR CHAQUE COUR DE JURIDICTION QUÉBÉCOISE. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LES MESURES PRISES EN 2023-2024 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES COURS AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du Secrétariat à la sélection des candidats à la fonction de juge du ministère de la Justice.

**P. 12 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES DÉCISIONNELS AU SEIN DES
CONSEILS MUNICIPAUX.**

Cette question relève du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

P.13 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, AU SENS DE LA *LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT*.

Cette question relève du Secrétariat aux emplois supérieurs.

P.14 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS. INDiquer LES MESURES PRISES EN 2023-2024 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES ORDRES AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du Secrétariat du Conseil du trésor.

P.15 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES UNIVERSITÉS.
INDIQUER LES MESURES PRISES EN **2023-2024** POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES UNIVERSITÉS AVEC UNE
SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de l'Enseignement supérieur.

P.16 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES CISSS, CIUSSS ET DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ NON FUSIONNÉS. INDiquer LES MESURES PRISES EN 2023-2024 POUR TENDRE VERS LA PARITÉ POUR LES ÉTABLISSEMENTS AVEC UNE SOUS-REPRÉSENTATION FÉMININE.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P.17 Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2024. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.

Cette question relève du Secrétariat aux emplois supérieurs.

P. 18 LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN DE SENSIBILISER LES ENTREPRISES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ENTRE LES EMPLOIS FÉMININS ET LES EMPLOIS MASCULINS, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

Cette question relève de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

P. 19 LISTE DES MESURES INITIÉES AFIN DE VALORISER L’ENTREPRENEURIAT CHEZ LES FEMMES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

Le Secrétariat à la condition féminine a soutenu ces projets en 2023-2024 :

Organisme	Titre	Année de l’annonce	Durée	Montants 2023-2024
Projets nationaux				
Agricultrices du Québec	Dimension E : nouvelle offre de services d'accompagnement personnalisé	2022-2023	2 ans	21 000 \$
École des entrepreneurs du Québec	Repreneures en devenir	2023-2024	2 ans	131 514 \$
Projets régionaux (Montréal)				
Chambre de commerce et d'industrie de la Vallée du Richelieu (CCIVR)	L'entrepreneuriat en toute égalité	2023-2024	2 ans	131 925 \$
Cégep de Saint-Hyacinthe	L'entrepreneuriat féminin, l'équilibre au cœur de la réussite	2023-2024	2 ans	131 489 \$

- P. 20** LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, COMITÉS DE VIGILANCE, ET DE CEUX IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES EN 2019-2020, EN 2020-2021, EN 2022-2023 ET EN 2023-2024. VENTILER PAR SOUS-MINISTÉRIAT ET PAR ORGANISME ET INDICHER, POUR CHACUN :
- A. LE(S) MANDAT(S);
 - B. LA LISTE DES MEMBRES (INCLUANT LES MEMBRES EXTERNES, OBSERVATEURS OU PROVISOIRES);
 - C. LES RENCONTRES TENUES EN 2023-2024;
 - D. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RENCONTRES TENUES EN 2023-2024;
 - E. LES RENCONTRES PRÉVUES EN 2024-2025 AVEC L’OBJET ET L’ÉCHÉANCIER.
-

Veillez-vous référer à la question 74 des renseignements généraux.

P. 21 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, DU NOMBRE DE PERSONNES AYANT SUIVI UNE FORMATION EN LIGNE SUR LES ADS (INCLUANT LES FORMATIONS RÉGIONALES), DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE L'OFFRE DE SERVICES DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUPRÈS DES HAUTES AUTORITÉS, DES GESTIONNAIRES ET DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, LES CRE ET LES VILLES.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créée et mise en ligne en mai 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et est disponible sur [Quebec.ca](https://quebec.ca),

En 2023-2024, 385 personnes du gouvernement ont participé à l'une ou l'autre des activités de formation offertes par le SCF en matière d'ADS (ou d'ADS+) :

- Le SCF a offert, à leur demande, 18 séances de formation s'adressant à 256 personnes et représentant les 13 ministères et organismes suivants :
 - Assemblée nationale du Québec (2 séances de formation);
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;
 - Curateur public du Québec;
 - Élections Québec;
 - Ministère de l'Éducation;
 - Ministère de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques de la Faune et des Parcs;
 - Ministère de la Justice;
 - Ministère de la Langue française;
 - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
 - Ministère de la Santé et des Services sociaux;(5 séances)
 - Ministère du Travail du Québec;
 - Secrétariat du Conseil du trésor
 - Société d'habitation du Québec
- Le SCF a présenté devant un auditoire de 105 personnes une conférence sur l'ADS lors du colloque annuel du Groupe de responsables en analyse et évaluation de programme qui regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter et de mettre en œuvre cette fonction dans les ministères et organismes.
- Dans le cadre d'un webinaire ouvert à tous les membres de la fonction publique, le SCF a présenté une formation d'introduction à l'ADS à 24 personnes provenant de 12 ministères et organismes différents.

P. 22 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, DE LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT SYSTÉMATISÉ L'INTÉGRATION DES ADS DANS LEURS PROCESSUS. PRÉCISER ÉGALEMENT POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME LA NATURE DES MÉCANISMES INTERNES INSTITUÉS, LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2023-2024.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2023-2024.

L'intégration systématique de l'ADS dans les processus et mécanismes internes des ministères et organismes revient à chaque ministère et organisme.

P. 23 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, DU NOMBRE DE FORMATEURS ET DE FORMATRICES SOUTENU PAR LE SCF. PRÉCISER LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2024-2025. PRÉCISER CE QU'IL EST ADVENU DES FORMATEURS ET FORMATRICES SOUTENUS DANS LE CADRE DES ENTENTES RÉGIONALES.

Veuillez vous référer aux questions 21 et 22 des renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition.

P. 24 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024 DES INSTANCES EN PLACE POUR MAINTENIR ET CONSOLIDER LES ADS. PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES EN 2023-2024 PAR LE COMITÉ DIRECTEUR ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ADS.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2023, le SCF a mis en place une structure de gouvernance multi-paliers chargée de le soutenir dans l'exercice de sa mission à l'égard de l'ADS :

- Le *Comité interministériel de gouvernance en matière d'égalité et d'ADS*, formé de sous-ministres adjoint-es (SMA) de tous les ministères, qui s'est réuni une première fois en septembre 2023.
- Le *Comité stratégique en ADS*, constitué de directrices et directeurs de ministères ciblés pour leur action structurante en matière d'ADS, qui s'est réuni pour une première fois en octobre 2023.
- Le *Réseau des leaders en ADS*, de niveau professionnel, qui s'est réuni pour une première fois en décembre 2023.
- Un *Comité de travail sur l'ADS+*, réunissant les ministères et organismes participants à des projets pilotes en ADS+, qui s'est réuni pour la première fois en mars 2024.

P. 25 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, QUANT AU DÉVELOPPEMENT D'UNE APPROCHE PROMOTIONNELLE AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, DES VILLES ET DES INSTANCES RÉGIONALES ET LOCALES. PRÉCISER NOTAMMENT LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2023-2024.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.). Le budget en ressources humaines dédié à l'analyse différenciée selon les sexes a été de 200 000 \$ en 2023-2024.

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est également proposée et une série d'outils a été créée et mise en ligne à l'hiver 2023 par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a été rédigé et est disponible sur [Quebec.ca](https://quebec.ca).

En 2023-2024, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (entre le 1^{er} avril 2023 et le 29 février 2024) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Comité de suivi des projets financés dans le cadre de l'action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)
- *Intégration de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) à la démarche d'évaluation de programme* (Secrétariat du Conseil du Trésor)
- *Plan d'action gouvernemental sur les services préhospitaliers d'urgence* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan stratégique 2023-2027* (ministère de l'Éducation du Québec)
- *Programme sur l'usage et les dépendances aux substances* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action sur la prévention de la violence dans les sports et les loisirs* (ministère de l'Éducation du Québec)
- *Réforme du droit de la famille, volet conjugalité* (ministère de la Justice).

Le SCF déploie présentement des projets pilotes en ADS+ qui visent à mieux prendre en compte les réalités et besoins des femmes rencontrant des obstacles supplémentaires comme les femmes immigrantes, autochtones, vivant avec un handicap, etc. Quatre projets pilotes ont été confirmés en 2023-2024 et font l'objet d'un accompagnement par le SCF:

- *Transformation des services du Curateur public à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité* (Curateur public)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027, mesure 52* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale en préparation* (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale).
- *Intégration de l'ADS+ dans l'appel de projets 2025-2026 du Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice* (ministère de la Justice)

En 2023-2024, 385 personnes du gouvernement ont participé à l'une ou l'autre des activités de formation offertes par le SCF en matière d'ADS (ou d'ADS+) :

P. 25 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, QUANT AU DÉVELOPPEMENT D'UNE APPROCHE PROMOTIONNELLE AUPRÈS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, DES VILLES ET DES INSTANCES RÉGIONALES ET LOCALES. PRÉCISER NOTAMMENT LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2023-2024.

(SUITE)

- Le SCF a offert, à leur demande, 18 séances de formation s'adressant à 256 personnes et représentant les 13 ministères et organismes suivants :
 - Assemblée nationale du Québec (2 séances de formation);
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;
 - Curateur public du Québec;
 - Élections Québec;
 - Ministère de l'Éducation;
 - Ministère de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques de la Faune et des Parcs;
 - Ministère de la Justice;
 - Ministère de la Langue française;
 - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
 - Ministère de la Santé et des Services sociaux;(5 séances)
 - Ministère du Travail du Québec;
 - Secrétariat du Conseil du trésor
 - Société d'habitation du Québec
- Le SCF a présenté devant un auditoire de 105 personnes une conférence sur l'ADS lors du colloque annuel du Groupe de responsables en analyse et évaluation de programme qui regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter et de mettre en œuvre cette fonction dans les ministères et organismes.
- Dans le cadre d'un webinaire ouvert à tous les membres de la fonction publique, le SCF a présenté une formation d'introduction à l'ADS à 24 personnes provenant de 12 ministères et organismes différents.

Le SCF a versé 16 k\$ en 2023-2024 à l'Union des municipalités du Québec pour la mise en œuvre du *Plan d'action de la Commission Femmes et Gouvernance*. Ce plan prévoit notamment la conception et la diffusion de fiches synthèses présentant différentes façons d'appliquer l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) dans un contexte municipal (ex. : transports, aménagement du territoire, loisirs, budget, etc.).

P. 26 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2024, DE L'ORGANISATION D'UN FORUM SUR LES ADS.

Aucun Forum sur les ADS n'a été organisé en 2023-2024.

Le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (Plan d'action 2018-2023) a pris fin au 31 mars 2023.

Le bilan final est disponible en ligne :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/SCF/publications/plans-strategiques/PL-Plan-action-violence-conjugale-2018-2023-Bilan-final-SCF.pdf>

P. 28 INDiquer le nombre de rencontres que le Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et ses sous-comités ont dédiés, en tout ou en partie, à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de violence conjugale en 2023-2024.

Pour la fréquence et les membres des rencontres des comités interministériels, veuillez vous référer à la question 74 des renseignements généraux.

P. 29 INDiquer LE FINANCEMENT RÉCURRENT À LA MISSION ACCORDÉ AUX MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE POUR L'ANNÉE 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 ET 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 30 FOURNIR LA VENTILATION DE L'UTILISATION DÉTAILLÉE DU BUDGET OCTROYÉ POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE. VENTILER PAR CATÉGORIE (CONSOLIDER ET ACCROÎTRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, AMÉLIORER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE), PAR RÉGION, PAR ANNÉE. NOMMER LES ORGANISMES FINANCÉS PAR RÉGION.

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le financement en lien avec le traitement judiciaire des dossiers en matière de violence conjugale relève du ministère de la Justice.

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine a réalisé plusieurs activités et soutenu de nombreux projets en matière de sensibilisation et de lutte contre la violence conjugale (voir la question 40 des renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition).

P. 31 INDiquer les mesures et les sommes engagées en 2023-2024 par le SCF pour les femmes immigrantes victimes de violence conjugale, par région, ainsi que les prévisions pour l'année 2024-2025.

Dans le cadre de ses plans d'action et stratégies, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) soutient diverses initiatives de sensibilisation en matière de violence conjugale. Certaines d'entre elles ont pour objectif de notamment rejoindre des femmes immigrantes ayant un vécu de violence conjugale.

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

En 2023-2024, le SCF a soutenu des projets ciblant les femmes immigrantes et racisées victimes de violence conjugale dans le cadre de la ***Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*** :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Région	Montant versé en 2023-2024
Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase B	2022-2023	2 ans	National	36 000 \$
Institut National pour l'Équité, l'Égalité et l'Inclusion des personnes en situation de handicap	Sensibiliser autrement sur la violence et ses effets (SAUVE)	2023-2024	2 ans	National	135 000 \$

**P. 32 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2023-2024 POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE.
VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :**

- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;**
 - B. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;**
 - C. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;**
 - D. AIDE POUR LES ENFANTS;**
 - E. AIDE JURIDIQUE;**
 - F. AUTRES.**
-

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pour le détail du soutien financier du Secrétariat à la condition féminine accordé en matière de violence conjugale, veuillez-vous référer à l'annexe de la question 40 des renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition.

P. 33 INDICER LES MESURES ET LES SOMMES ENGAGÉES, PAR RÉGION, EN 2023-2024 PAR LE SCF POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine a financé plusieurs initiatives en matière de violence sexuelle. Voir les annexes de la question 40 du 3^e groupe d'opposition pour le détail des financements sur ce thème.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence conjugale, la violence sexuelle et Rebâtir la confiance 2022-2027*, ces financements découlent des actions :

- Action 1 : Mener des campagnes et soutenir des activités de sensibilisations à la violence sexuelle et à la violence conjugale en s'assurant qu'elles soient adaptées aux réalités de certains groupes et que certaines interpellent directement les auteurs.
- Action 4 : Soutenir des initiatives visant à sensibiliser les élèves du secondaire à la violence sexuelle dont le déploiement du programme Empreinte – agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel.
- Action 19 Soutenir le déploiement d'initiatives visant à faciliter les démarches des personnes qui souhaitent sortir de la prostitution.
- Action 57 : Favoriser la concertation entre les organismes d'aide aux personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et les organismes soutenant les groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité à ces violences.

P. 34 INDiquer LES SOMMES ENGAGÉES ET LE NOM DES ORGANISMES SOUTENUS, PAR RÉGION, EN 2023-2024 PAR LE SCF POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

Veillez vous référer à la question 40 du 3^e groupe d’opposition.

P. 35 INDiquer les sommes engagées et le nom des organismes soutenus, par région, en 2023-2024 par le SCF pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle. Prévisions pour 2024-2025.

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine a financé plusieurs initiatives en matière d'exploitation sexuelle. Voir les annexes de la question 40 du 3^e groupe d'opposition pour le détail des financements sur ce thème.

P. 36 INDiquer LES MESURES ET LES SOMMES ENGAGÉES EN 2023-2024 PAR LE SCF POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES MILIEUX AUTOCHTONES.

En 2023-2024, ce sont 867 564 \$ qui ont été versés par le Secrétariat à la condition féminine pour 7 projets en violence sexuelle en contexte autochtone. (voir l'annexe de la présente question.)

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION ADMINISTRATIVE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2023-2024
Projets en violence sexuelle				
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	National	4 ans	52 800,00 \$
Centre des femmes de Montréal	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	Montréal	4 ans	146 700,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caratère sexuel - Point de service à Pessamit	Côte-Nord	4 ans	165 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	Nord-du-Québec	3 ans	150 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	180 000,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	Montréal	4 ans	20 064,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	153 000,00 \$

**P. 37 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ALLOUÉES CONCERNANT L’OFFRE DE FORMATION EN MILIEU AUTOCHTONE
RELATIVEMENT À L’INTERVENTION AUPRÈS DES FEMMES ET DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES.**

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine a versé 867 564 \$ pour 7 projets en violence sexuelle dans les milieux autochtones. Parmi ces projets, l’Université du Québec à Chicoutimi développe présentement des outils de formation pour les professionnels du milieu scolaire et les parents en prévention de la violence sexuelle chez les Premières Nations. Le projet de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik vise également à développer des outils et de la formation en prévention de la violence sexuelle auprès des enfants Inuit (voir l’annexe de la question 36 du 3^e groupe d’opposition).

P. 38 INDIQUER LES MESURES ET LES SOMMES ENGAGÉES POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES MILIEUX AUTOCHTONES.

Voir réponse à la question 36 du 3^e groupe d'opposition.

P. 39 PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES PAR LE SOUS-COMITÉ « VOLET AUTOCHTONE » EN 2023-2024 POUR ÉLABORER UNE STRATÉGIE SPÉCIFIQUE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES MILIEUX AUTOCHTONES.

Le Comité femmes autochtones s’est réuni à deux reprises en 2023-2024 à Val-d’Or et à Montréal.

P. 40 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2023-2024 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, PAR RÉGION, INCLUANT LES GROUPES, ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

L’essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine a financé plusieurs initiatives visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. [Voir les annexes jointes.](#)

Voir également l’annexe de la question 64 du 3^e groupe d'opposition.

Organisme	Nom du projet/initiative	Année d'annonce	Durée du projet	Montant versé en 2023-2024	Thématique	Région (siège social de l'organisme)
CALACS Agression Estrie	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	4 ans	75 000 \$	Exploitation sexuelle	Estrie
CALACS Coup de cœur	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	3 ans	90 000 \$	Exploitation sexuelle	Lanaudière
CALACS La Chrysalide	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	3 ans	71 849 \$	Exploitation sexuelle	Lanaudière
CALACS L'Étoile du Nord	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	4 ans	112 500 \$	Exploitation sexuelle	Abitibi-Témiscamingue
CALAS de l'Outaouais	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	4 ans	112 500 \$	Exploitation sexuelle	Outaouais
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	4 ans	200 000 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
La Sortie	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	3 ans	90 000 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
Maison de Marthe	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	4 ans	187 500 \$	Exploitation sexuelle	Capitale-Nationale
Phare des Affranchies	Soutenir les personnes désireuses de quitter la prostitution	2023-2024	3 ans	84 836 \$	Exploitation sexuelle	Laurentides
Maison d'aide et d'hébergement La Re- source de Châteauguay	Cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale	2023-2024	4 ans	35 989 \$	Violence conjugale	Montérégie
VIA l'Anse	Cellules d'intervention rapide en matière de violence conjugale	2023-2024	4 ans	39 470 \$	Violence conjugale	Montérégie
C.A.P.A.C.S de l'Abitibi-Ouest	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Abitibi-Témiscamingue
CALACS Abitibi	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Abitibi-Témiscamingue
CALACS Agression Estrie	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Estrie
CALACS Châteauguay	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	49 997 \$	Violence sexuelle	Montérégie
CALACS Coup de cœur	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Lanaudière
CALACS de Charlevoix	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Capitale-Nationale
CALACS de l'Est du BSL	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Bas-St-Laurent
CALACS de l'Ouest de l'île	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Montréal
CALACS de Trois-Rivières	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Mauricie
CALACS des Rivières Haute-Yamaska Brome-Missisquoi	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Estrie
CALACS du KRTB	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Bas-St-Laurent
CALACS du Saguenay	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Saguenay-Lac-St-Jean
CALACS Entraid'Action de Shawinigan	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Mauricie
CALACS Entre Elles	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	38 950 \$	Violence sexuelle	Saguenay-Lac-St-Jean
CALACS La Chrysalide	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Lanaudière
CALACS La Passerelle	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Centre-du-Québec

Organisme	Nom du projet/initiative	Année d'annonce	Durée du projet	Montant versé en 2023-2024	Thématique	Région (siège social de l'organisme)
CALACS La Vigie	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Montréal
CALACS l'Ancrage (Laurentides)	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	29 962 \$	Violence sexuelle	Laurentides
CALACS l'Espoir des Îles	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
CALACS L'Étoile du Nord	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Abitibi-Témiscamingue
CALACS Rive-Sud	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Chaudière-Appalaches
CALACS Sept-Iles (Pointe-du jour)	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Côte-Nord
CALACS Trêve pour elles	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	49 201 \$	Violence sexuelle	Montréal
CALAS de l'Outaouais	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Outaouais
L'Élan CALACS	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Laurentides
Lumière Boréale CALACS Baie-Comeau	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	50 000 \$	Violence sexuelle	Côte-Nord
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	Programme Empreinte - Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	2023-2024	4 ans	200 000 \$	Violence sexuelle	Montréal

Nom de l'organisme	Titre du projet	Année d'annonce	Durée du projet	Montants versés en 2023-2024	Thématique	Région (siège social de l'organisme)
Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	Parce que la violence conjugale existe ... même après la séparation	2023-2024	1 an	28 500 \$	Violence conjugale	Montréal
Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	Soutien au développement du réseau MH2 au Québec	2022-2023	3 ans	37 000 \$	Violence conjugale	Montréal
Association pour l'intégration sociale de la région de Québec (AISQ)	Promouvoir les relations saines et égalitaires en DI (déficience intellectuelle) et TSA (trouble du spectre de l'autisme)	2023-2024	3 ans	155 183 \$	Violence conjugale	Capitale-Nationale
Au cœur de l'il	Alerte Lanaudière	2020-2021	3 ans	11 186 \$	Violence conjugale	Lanaudière
Au cœur de l'il	Projet de sensibilisation des proches d'auteurs de comportements violents	2023-2024	2 ans	135 000 \$	Violence conjugale	Lanaudière
CALACS Agression Estrie	Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution	2021-2022	2 ans	20 752 \$	Exploitation sexuelle	Estrie
CALACS L'étoile du Nord	Ouvrons les portes	2021-2022	2 ans	34 880 \$	Exploitation sexuelle	Abitibi-Témiscamingue
CALAS de l'Outaouais	Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution	2021-2022	2 ans	36 637 \$	Exploitation sexuelle	Outaouais
Carrefour sécurité en violence conjugale	Carrefour Sécurité en violence conjugale (Chaudières-Appalaches, Estrie (MRC Haute-Yamaska), Centre du Québec (Arthabaska-Érable, Nicolet-Yamaska-Bécancour), Côte Nord (MRC Manicouagan)	2021-2022	3 ans	175 017 \$	Violence conjugale	Mauricie
Carrefour sécurité en violence conjugale	Carrefour Sécurité en violence conjugale Bas Saint-Laurent	2020-2021	3 ans	20 879 \$	Violence conjugale	Mauricie
Carrefour sécurité en violence conjugale	Carrefour Sécurité en violence conjugale Estrie (Memphrémagog, Le Granit, Haut-Saint-François, Les Sources, Sherbrooke, Coaticook, Le Val-Saint-François)	2022-2023	3 ans	54 440 \$	Violence conjugale	Mauricie
Carrefour sécurité en violence conjugale	Carrefour sécurité en violence conjugale 7 rivières (anciennement projet Homme Sept-Îls)	2021-2022	3 ans	42 000 \$	Violence conjugale	Mauricie
Carrefour sécurité en violence conjugale	Carrefour sécurité en violence conjugale Capitale-Nationale	2020-2021	3 ans	6 000 \$	Violence conjugale	Mauricie
Carrefour sécurité en violence conjugale	Carrefour sécurité en violence conjugale Mauricie	2020-2021	3 ans	20 879 \$	Violence conjugale	Mauricie
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes	Un répertoire en ligne pour contrer l'hostilité en ligne visant les femmes	2021-2022	3 ans	41 902 \$	Harcèlement sexuel	Montréal
Centre de ressources pour hommes de Drummond	Komodo	2021-2022	1 an	9 698 \$	Violence conjugale	Centre-du-Québec
Centre de ressources pour Hommes Optimum – Saguenay–Lac-St-Jean	Cellule d'intervention rapide en prévention de l'homicide conjugal et intrafamilial Saguenay—Lac-St-Jean	2021-2022	3 ans	37 800 \$	Violence conjugale	Saguenay-Lac-St-Jean
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF)	Dépister, soutenir et outiller : lutter contre le harcèlement de rue partout au Québec !	2023-2024	3 ans	157 500 \$	Harcèlement sexuel	Montréal
Centre Interligne Inc.	Promotion des outils du projet LEXIC2, la suite-comprendre et contrer les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQ+	2022-2023	1 an	4 000 \$	Violence sexuelle	Montréal
Centre Louise-Amélie	Moi j'habite nulle part - Saison 2 (Série Web) PHASE B	2022-2023	2 ans	36 000 \$	Violence conjugale	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Centre-femmes Catherine-Leblond	Une communauté avisée	2023-2024	3 ans	156 083 \$	Violence sexuelle et violence conjugale	Bas-St-Laurent
CHOC Carrefour d'hommes en changement	A-Gir	2020-2021	3 ans	21 000 \$	Violence conjugale	Laval
Comité des 12 jours (Fédération des femmes du Québec)	Campagne d'information et de sensibilisation du comité 12 jours d'action pour l'élimination des violences faites aux femmes	2023-2024	1 an	28 468 \$	Violence faite aux femmes	Montréal
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Campagne de sensibilisation Un trop grand prix pour les femmes et les filles 2023	2023-2024	1 an	30 000 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution	2021-2022	2 ans	58 743 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Espace VIE et formations	2022-2023	3 ans	60 000 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Un trop grand prix pour les femmes et les filles 2024-2025	2023-2024	1 an	50 000 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
Entraide pour Hommes Vallée-du-Richelieu/Longueuil	Cellules d'intervention rapide – Montérégie Est-Centre	2021-2022	3 ans	78 500 \$	Violence conjugale	Montérégie
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Optimiser le développement du réseau de maisons d'hébergement pour femmes : gage d'amélioration de l'accès des femmes violentées et de leurs enfants à l'hébergement	2022-2023	3 ans	37 000 \$	Violence conjugale	National
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Tous concernés par les violences faites aux femmes	2023-2024	1 an	28 500 \$	Violence faite aux femmes	Montréal
GAIHST	Le harcèlement sexuel, parlons-en	2023-2024	1 an	83 549 \$	Harcèlement sexuel	Montréal
GRIS Chaudière-Appalaches	Défi A.I.D.E (Atelier Immersif Dans les Écoles) – Lutte aux violences sexuelles	2023-2024	3 ans	157 500 \$	Violence sexuelle et violence conjugale	Chaudière-Appalaches
Institut national pour l'Équité, l'Égalité et l'Inclusion des personnes en situation de handicap	Sensibiliser autrement sur la violence et ses effets (SAUVE)	2023-2024	2 ans	135 000 \$	Violence conjugale	Montréal
La Sortie	Tu vaux mieux de ça ! Phase II.	2023-2024	1 an	100 000 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
L'Alliance GIM des maisons d'aide et d'hébergement	Ajout de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine et de la MRC de La Côte-de-Gaspé au projet régional Escouade d'intervention rapide en	2022-2023	3 ans	27 659 \$	Violence conjugale	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
L'Alliance GIM des maisons d'aide et d'hébergement	Escouade d'intervention rapide en violences conjugales en Gaspésie	2021-2022	3 ans	37 800 \$	Violence conjugale	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Maison d'aide et d'hébergement La Re-source de Châteauguay	Phare Jardins-Roussillons	2020-2021	3 ans	18 000 \$	Violence conjugale	Montérégie
Maison de Marthe	Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution	2021-2022	2 ans	51 927 \$	Exploitation sexuelle	Capitale-Nationale

Maison d'hébergement pour elles des deux vallées	CASCADES 3 MRC	2021-2022	3 ans	37 800 \$	Violence conjugale	Outaouais
Maison d'hébergement Unies-vers-Femmes	CASCADES	2021-2022	3 ans	37 800 \$	Violence conjugale	Outaouais
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	Modèle régional d'intervention rapide en prévention des risques homicides en contexte de violence conjugale/familiale sur le territoire des Laurentides	2021-2022	3 ans	37 800 \$	Violence conjugale	Laurentides
Phare des Affranchies	Programme Lueur : consolidation et expansion	2022-2023	3 ans	37 500 \$	Exploitation sexuelle	Laurentides
Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)	Projet Mire: prévention du proxénétisme	2023-2024	3 ans	157 500 \$	Exploitation sexuelle	Capitale-Nationale
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Cellules d'intervention rapide	2022-2023	3 ans	42 000 \$	Violence conjugale	Nord-du-Québec
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Sensibiliser aux manifestations et aux impacts du contrôle coercitif (CC) pour un meilleur accompagnement des femmes, des adolescentes et des enfants victimes.	2023-2024	2 ans	135 000 \$	Violence conjugale	Montréal
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Soutenir le développement de nouvelles maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale	2022-2023	3 ans	37 000 \$	Violence conjugale	Montréal
Regroupement des organismes ESPACE du Québec (ROEQ)	Actualiser et adapter le programme ESPACE pour sensibiliser et outiller les enfants et les adultes à la prévention de la violence	2023-2024	3 ans	157 500 \$	Violence sexuelle et violence conjugale	Capitale-Nationale
Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement (ROQHAS)	L'abus sexuel au masculin, parlons-en	2022-2023	2 ans	20 000 \$	Agression sexuelle	Montréal
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	En mouvement vers une culture du consentement	2023-2024	1 an	28 498 \$	Violence sexuelle	Montréal
Service d'aide et de traitement en apprentissage social	Rabaska	2020-2021	3 ans	21 000 \$	Violence conjugale	Abitibi-Témiscamingue
Un toit pour elles	Résidences Un toit pour elles	2022-2023	2 ans	47 500 \$	Exploitation sexuelle	Montréal
VIA l'Anse	Entente de collaboration PHARE Haut-Saint-Laurent, Beauharnois-Salaberry et Vaudreuil -Soulanges	2022-2023	1 an	8 115 \$	Violence conjugale	Montréal

P. 41 PRÉCISER, AU 31 MARS 2024, SI LE COMITÉ DES SOUS-MINISTRES, COPRÉSIDIÉ PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, REMPLIT TOUJOURS SON RÔLE DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle est remplacé par le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA).

Le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau SMA est partie intégrante de la structure de gouvernance de l'action gouvernementale en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et inclut la question autochtone.

Ses travaux concernent notamment :

- le *Plan d'action spécifique 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes*;
- les *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026*;
- la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*.

P. 42 FOURNIR TOUTES LES DATES DES RENCONTRES, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES COPRÉSIDIÉ PAR LE SCF ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle n'est plus actif. La gouvernance repose sur le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA).

Pour la fréquence et les membres des rencontres des comités interministériels, veuillez-vous référer à la question 74 des renseignements généraux.

P. 43 PRÉCISER QUELLE PART OCCUPENT LES RENCONTRES BILATÉRALES PARMI TOUTES LES RENCONTRES TENUES EN 2023-2024 AU SEIN DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET DES SOUS-COMITÉS.

Lorsque requis, l'ensemble des sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA) des ministères et organismes gouvernementaux siégeant sur le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale se réunit en plénière.

Des communications régulières sont échangées entre le Secrétariat à la condition féminine et l'ensemble des SMA des ministères et organismes gouvernementaux de manière à assurer notamment le suivi de la mise en œuvre :

- du *Plan d'action spécifique 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes*;
- des *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026*;
- de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence).

Lorsqu'il est question de la mise en œuvre d'une action spécifique en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, des rencontres bilatérales ou rassemblant quelques ministères ou organismes gouvernementaux sont davantage pertinentes.

P. 44 PRÉCISER DE QUI RELÈVE, AU 31 MARS 2024, LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. PRÉCISER ÉGALEMENT SI LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DEMEURE CORESPONSABLE, AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, DU VOLET « EXPLOITATION SEXUELLE ».

Coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s (SMA) est partie intégrante de la structure de gouvernance de l'action gouvernementale en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et inclut la question autochtone.

Le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale de niveau SMA est soutenu par le Comité directeur en violence sexuelle, conjugale et familiale et le Comité interministériel de niveau professionnel en violence sexuelle, conjugale et familiale. Ces deux comités interministériels de niveau directeur et professionnel sont également coordonnés par le SCF.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) est membre de ces trois comités interministériels en matière de violence sexuelle, conjugale et familiale.

À la suite du dépôt du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, c'est le MSP qui a été mandaté pour coordonner la réponse gouvernementale aux recommandations qu'il contient. Le SCF est membre du Comité de coordination interministérielle sur le suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs coordonné par le MSP.

P. 45 FOURNIR TOUTES LES DATES DES RENCONTRES, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Veillez-vous référer à la question 74 des renseignements généraux.

P. 46 INDiquer le suivi donné à chacune des recommandations de l'avis du Conseil du statut de la femme sur la prostitution, les sommes cumulées et les ETC associés à chaque mesure prise depuis la publication de l'avis.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2024-2025.

P. 47 PRÉCISER LES ACTIONS MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN DATE DU 31 MARS 2024 POUR QUE SOIT SUPPRIMÉE LA PROMOTION DE SERVICES SEXUELS DANS LES PETITES ANNONCES DES JOURNAUX, LES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, INTERNET ET DANS L'ESPACE PUBLIC (Panneaux publicitaires ou autres), tel que l'a recommandé le Conseil du statut de la femme dans son avis de 2012.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2024-2025.

**P. 48 LISTE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE AYANT REÇU DU FINANCEMENT EN 2023-2024.
PRÉVISION POUR 2024-2025.**

Le financement récurrent accordé aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pour sa part, le Secrétariat à la condition féminine a soutenu financièrement certaines maisons d'hébergement en 2023-2024 notamment dans le cadre d'appels de projets en matière de sensibilisation à la violence conjugale et dans le soutien à des cellules d'intervention rapide, lorsqu'elles sont identifiées comme mandataire. Voir annexe.

Organisme	Nom du projet/initiative	Année d'annonce	Durée du projet	Montant versé en 2023-2024
Maison d'aide et d'hébergement La Re-source de Châteauguay	Cellules d'intervention rapide en violence conjugale	2023-2024	4 ans	35 989 \$
Maison d'aide et d'hébergement La Re-source de Châteauguay	Phare Jardins Roussillons	2020-2021	3 ans	18 000 \$
Centre Louise-Amélie	Moi j’habite nulle part - Saison 2 (Série Web) PHASE B	2022-2023	2 ans	36 000 \$
Maison d'hébergement pour elles des deux vallées	CASCADES 3 MRC	2021-2022	3 ans	37 800 \$
Maison d'hébergement Unies-vers-Femmes	CASCADES	2021-2022	3 ans	37 800 \$
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	Modèle régional d’intervention rapide en prévention des risques homicides en contexte de violence conjugale/familiale sur le territoire des Laurentides	2021-2022	3 ans	37 800 \$
Maison communautaire Missinak	Développement d’une maison d'hébergement de deuxième étape (MH2) : chargée de projet	2022-2023	2 ans	7 333 \$

P. 49 NOMBRE DE NOUVELLES RESSOURCES EMBAUCHÉES DANS LES RESSOURCES D’HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE, VENTILÉ PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 50 NOMBRE DE PLACES EN MAISON D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CRÉÉES ET CONSOLIDÉES, VENTILÉ PAR RÉGION. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

- P. 52 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2023-2024 POUR ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES.**
VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :
- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;**
 - B. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;**
 - C. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;**
 - D. AIDE POUR LES ENFANTS;**
 - E. AIDE JURIDIQUE;**
 - F. AUTRES.**
-

Le financement à la mission globale des organismes offrant des services d'accompagnement des femmes victimes de violence sexuelle ne relève pas du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Voici les ministères desquels relèvent ces responsabilités :

- A. Le financement des maisons d'hébergement pour femmes relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- B. Le financement de l'aide psychologique relève du MSSS.
- C. Le financement de la formation professionnelle et de la réinsertion sociale et économique relève du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur d'une part et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, d'autre part.
- D. Le financement des organismes d'aide aux enfants relève en partie du MSSS et du ministère de la Famille.
- E. Le financement de l'aide juridique relève du ministère de la Justice.

Néanmoins, dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* (Stratégie intégrée en violence), le SCF soutient financièrement des projets qui peuvent favoriser l'accompagnement des victimes de violence sexuelle.

Veuillez-vous référer aux annexes de la question 40 du 3^e groupe d'opposition pour le financement octroyé par le SCF en matière de violence sexuelle.

P.53 PRÉCISER LES SOMMES DÉGAGÉES EN 2023-2024 POUR AIDER LES PERSONNES PROSTITUÉES À QUITTER CE MILIEU. VENTILER SELON LES MESURES POTENTIELLES SUIVANTES :

- A. MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR ELLES;**
 - B. SERVICES DE DÉSINTOXICATION;**
 - C. AIDE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE;**
 - D. AIDE SUR LE PLAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA RÉINSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE;**
 - E. AIDE JURIDIQUE AFIN D'OBTENIR UN PARDON POUR LES CONDAMNATIONS LIÉES À LA COMMUNICATION À DES FINS DE PROSTITUTION;**
 - F. AUTRES.**
-

Le financement des maisons d'hébergement (A), les services de désintoxication pour elles (B) ainsi que les services d'aide psychologique adaptés à leurs besoins (C) relèvent du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le financement concernant l'aide à la formation professionnelle et à la réinsertion sociale et économique de ces femmes (D) relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'aide juridique afin d'obtenir un pardon pour les condamnations liées à la communication à des fins de prostitution (E) relève du ministère de la Justice du Québec et du gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'action 19 de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a consolidé son soutien au déploiement d'initiatives visant à faciliter les démarches des personnes qui souhaitent sortir de la prostitution par la bonification et la pérennisation d'initiatives en cours et par le soutien de nouvelles initiatives (F). Voir les annexes de la question 40 du 3^e groupe d'opposition pour le détail des financements sur ce thème.

P. 54 INDiquer LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LA RÉALISATION D'UNE VASTE CAMPAGNE D'INFORMATION AUPRÈS DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET DES CLIENTS EN PARTICULIER AFIN DE DÉCOURAGER L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS ET DE MONTRER LES PRÉJUDICES QUI DÉCOULENT DE LA PROSTITUTION, ET DE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS.

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu financièrement les projets suivants :

- CLES - Campagne de sensibilisation : un trop grand prix pour les femmes et les filles 2023 : 30 000 \$ (Montréal) :
 - Ce projet a pour objectif de sensibiliser le public en général au sujet des risques de recrutement et de victimisation des filles et des femmes dans l'industrie du sexe en marge du Grand Prix de Montréal, notamment en passant le message que la personne qui achète un acte sexuel commet un crime qui fait partie des formes de violence envers les femmes et les filles.
- CLES - un trop grand prix pour les femmes et les filles 2024-2025 : 50 000 \$ (Montréal) :
 - Ce projet a notamment pour objectif de permettre à des survivantes, des intervenantes et des universitaires d'ici et d'ailleurs de sensibiliser les acheteurs de services sexuels au sujet des conséquences individuelles et collectives de l'achat d'actes sexuels.

P. 55 INDiquer LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE MÉDIATIQUE **2021** VISANT À SENSIBILISER LA POPULATION À LA VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE ENVERS LES FEMMES. PRÉVISIONS POUR **2024-2025**.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2024-2025.

P. 56 NOMBRE TOTAL DE PLACES DANS LES MAISONS D’HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE DE 1^{RE} ÉTAPE ET DE 2^E ÉTAPE. NOMBRE DE PLACES NÉCESSAIRES POUR COMBLER LES BESOINS. VENTILATION PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 57 INDiquer de quelle façon le nombre de places à venir dans les maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale est réparti entre les régions.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 58 INDiquer LES ACTIONS CONCRÈTES IMPLANTÉES À LA SUITE DES TRAVAUX DES 3 COMITÉS SUIVANTS EN 2023-2024, ET CELLES PRÉVUES EN 2024-2025 :

- A. COMITÉ CONSULTATIF POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES EN MILIEU SCOLAIRE;
 - B. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DES RAPPORTS ÉGALITAIRES;
 - C. COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ.
-

A. Le Comité consultatif pour la promotion de rapports égaIitaires en milieu scolaire est coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat de :

- Participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels;
- Soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaIitaires dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).

Ce comité ne s'est pas réuni en 2023-2024.

B. Le Comité interministériel pour la promotion de rapports égaIitaires est un comité permanent, coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat :

- D'assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égaIitaires;
- D'assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux;
- De soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaIitaires dans les lieux d'éducation.

Ce comité ne s'est pas réuni en 2023-2024. Des rencontres bilatérales se sont toutefois tenues entre le SCF et certains membres du comité en lien avec divers dossiers touchant à la promotion des rapports égaIitaires.

C. Le Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation (MEQ).

Ce comité n'existe plus.

P. 59 INDiquer les suites données à l'avis du Conseil du statut de la femme sur l'égalité entre les sexes en milieu scolaire. Indiquer quelles suites ont été données en 2023-2024 aux recommandations de l'avis qui touche au Secrétariat à la condition féminine. Indiquer si des sommes et des ETC ont été dédiés à cette fin.

Le Conseil du statut de la femme (CSF) a publié à l'automne 2016 l'avis *Égalité entre les sexes en milieu scolaire : des contenus aux pratiques éducatives*. À la fin de l'avis, le CSF a émis dix recommandations. L'une d'entre elles est adressée au Secrétariat à la condition féminine (SCF) :

- Élargir la perspective d'action en milieu scolaire non seulement pour promouvoir les modèles égalitaires et lutter contre les stéréotypes, mais aussi pour faire prendre conscience à l'ensemble des intervenants des inégalités structurant encore les pratiques en milieu scolaire et promouvoir la transgression de genre chez les enfants (l'initiation à des activités, pratiques, intérêts associés à l'autre sexe).

À l'instar des autres avis produits par le CSF, le SCF prend en considération l'avis du CSF dans la planification de ses interventions liées au milieu scolaire et il en a tenu compte dans les travaux d'élaboration de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* (Stratégie égalité).

Par ailleurs, l'action 1.2.2 Stratégie égalité consiste à soutenir une offre de formation et d'activités pour engager les milieux de vie des enfants et des jeunes dans la promotion des rapports égalitaires, dont les écoles. Par exemple, le projet SansStéréotypes invite les enseignantes et enseignants à :

- Diversifier les activités pour que les enfants cultivent toutes les compétences nécessaires à leur réussite scolaire;
- Encourager les enfants à choisir des activités non associées typiquement à leur sexe;
- Amener les enfants à faire preuve d'un esprit critique devant les stéréotypes en leur proposant une réflexion sur les activités qu'elles et ils choisissent ou sur leurs intérêts, qui peuvent refléter des stéréotypes sexuels;
- S'interroger sur leurs propres réactions devant certains stéréotypes sexuels (ex. : pourquoi penser spontanément que les filles ont plus de difficulté en mathématiques?).

En 2023-2024, le SCF a envoyé deux infolettres à près de 5 000 personnes qui interviennent auprès d'enfants et de jeunes (parents, personnel scolaire et personnel des services de garde éducatifs à l'enfance, intervenantes et intervenants du milieu communautaire). Ces infolettres ont offert des outils et des conseils pour lutter contre les stéréotypes sur les thématiques du mythe de l'égalité atteinte et de l'impact des réseaux sociaux sur l'image corporelle.

Le SCF finance également un projet contribuant à sensibiliser le milieu scolaire à la question du sexisme et des stéréotypes sexuels.

Projets en cours en 2023-2024

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2023-2024
Sexplique	Code vestimentaire : nouvelle ère	2022-2023	3 ans	20 000 \$

P. 60 INDiquer SI LE SEcrÉTariat À LA CONDition FÉMININE A ÉTÉ CONSULTÉ POUR L'ÉLABORATION DU PROJET PILOTE D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ. INDiquer SI LE SEcrÉTariat À LA CONDition FÉMININE EST IMPLIQUÉ DANS L'ÉVALUATION DE LA MESURE DEPUIS SON INSTAURATION. INDiquer LES ETC DÉDIÉS AU SUIVI.

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation (MEQ).

Les contenus en éducation à la sexualité seront intégrés au cours de Culture et citoyenneté québécoise. Le Secrétariat à la condition féminine a été invité à commenter les contenus.

**P. 61 TOUT DOCUMENT, BUDGET, COURRIEL ET TOUTE RENCONTRE VISANT À RÉPONDRE À LA DEMANDE DES ORGANISMES
AFIN QUE SOIT ADOPTÉE UNE LOI POUR PRÉVENIR LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES ÉCOLES DU QUÉBEC.**

Le Secrétariat à la condition féminine n’a accordé aucun budget.

P. 62 INDiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le Secrétariat à la condition féminine a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le Comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Le ministère du Travail coordonne les travaux du Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum. Le ministère du Travail est donc responsable de produire les analyses nécessaires à la prise de décision.

Le Secrétariat à la condition féminine participe aux travaux du Comité et s'assure, lorsque pertinent, que les analyses produites présentent des données différenciées selon les sexes. Voir la question 74 des renseignements généraux.

P. 63 BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES FEMMES DANS LA CONSTRUCTION POUR L'ANNÉE 2023-2024, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2024-2025. INDIQUER LES MONTANTS CONSACRÉS PAR LE SCF.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) porte la responsabilité de la réalisation du bilan de la mise en œuvre du *Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024*.

Dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) finance des projets visant à augmenter la présence des femmes dans les emplois d'avenir et de la construction (action 2.1.2).

Au cours de l'année 2023-2024, le SCF a soutenu le projet suivant :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2023-2024
Elles de la construction	Diversité et inclusion	2022-2023	3 ans	19 810 \$

P.64 BILAN ET LISTE DES MESURES INITIÉES AUPRÈS DES FEMMES AUTOCHTONES, PAR RÉGION, ET MONTANTS VENTILÉS, PAR MESURE, POUR 2023-2024. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

Pour l'année 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a financé plusieurs projets dédiés aux Premières Nations et aux Inuit (voir annexe).

Dans le cadre des mesures sous sa responsabilité, le SCF a également mis en place en septembre 2019, avec le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI), un comité de travail « Femmes autochtones ». Ce comité regroupe des organisations autochtones qui défendent les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit, et des représentantes et représentants gouvernementaux de ministères et organismes dans le but de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser, d'influencer les politiques et les orientations du gouvernement et de voir à recommander des actions concrètes. La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* a permis de pérenniser le Comité femmes autochtones. Le Comité s'est réuni à deux reprises en 2023-2024 à Val-d'Or et à Montréal. Le SCF a versé 34 781,77 \$ pour les frais afférents à ces rencontres d'une durée de 3 et 2 jours respectivement.

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2023-2024
Projets en égalité				
Conseil de la Nation Atikamekw	Secrétariat des femmes Atikamekw	Mauricie	3 ans	73 125,00 \$
Conseil en éducation des Premières Nations	Projet en éducation sexuelle et diversité	National	2 ans	65 000,00 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Réappropriation culturelle de la bispiritualité, de la diversité sexuelle et de genre et décolonisation des masculinités en milieu autochtone	Abitibi-Témiscamingue	3 ans	68 436,25 \$
Nurrait - Jeunes Karibus	Expédition Tuttuit	Nord-du-Québec	3 ans	73 125,00 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Formation et emploi des femmes eeyoues : mieux comprendre leurs besoins, leurs enjeux, leurs forces, leurs expériences et leurs attentes, afin de développer leur plein potentiel en emploi	Abitibi-Témiscamingue	2 ans	30 000,00 \$
Projets en violence sexuelle				
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	National	4 ans	52 800,00 \$
Centre des femmes de Montréal	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	Montréal	4 ans	146 700,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caratère sexuel - Point de service à Pessamit	Côte-Nord	4 ans	165 000,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2023-2024
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	Nord-du-Québec	3 ans	150 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	180 000,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	Montréal	4 ans	20 064,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	153 000,00 \$
Projets en violence conjugale et familiale				
Femmes autochtones du Québec	États généraux/50e anniversaire	National	2 ans	56 628,00 \$
Conseil de la Nation Atikamekw	Développement d'un programme Atikamekw de prévention et d'intervention en matière de violence conjugale et familiale	Mauricie et Lanaudière	3 ans	193 372,00 \$
Maison communautaire Missinak	Développement d'une maison d'hébergement de deuxième étape (MH2) : chargée de projet	Capitale-Nationale	2 ans	7 333,00 \$
Régie régionale de santé et services sociaux du Nunavik	Cellules d'intervention rapide	Nord-du-Québec	3 ans	42 000,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2023-2024
Projets Hommes et guérison				
Mohawk Council of Kanesatake	In Spirit of Healthy Community Kanesatake Family Violence Prevention	Montréal	4 ans	218 747,00 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Nabé (Homme en Ashinabe)	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	48 212,50 \$
Maison de Job	Faciliter l'accès aux services d'hébergement en dépendance aux hommes autochtones-Le chemin vers la guérison	Capitale-Nationale	4 ans	121 220,00 \$
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (CRC ATNQ)	Les voix de guérison Tebwewin Aki	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	22 040,00 \$
Maison communautaire Missinak	Cercle Napeu	Capitale-Nationale	4 ans	110 200,00 \$
Qimutjuit Men's Association of Kuujuaaraapik	Healing Inuit Traditionally On The Land	Nord-du-Québec	4 ans	146 015,00 \$
Hommes Sept-Îles	Shukapeu – homme solide	Côte-Nord	4 ans	110 200,00 \$
Conseil des Innus de La Romaine	Hommes et guérison	Côte-Nord	4 ans	110 200,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	RÉGION	DURÉE DU PROJET	MONTANTS VERSÉS EN 2023-2024
CRH Optimum	Recherche-action visant le développement de cadres, pratiques et services holistiques adaptés auprès des hommes autochtones de différentes réalités de Mashteuiatsh et ailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	82 650,00 \$
Centre de santé et services sociaux de Matimekush Lac-John	La maison des hommes	Côte-Nord	4 ans	112 955,00 \$
Gouvernement de la Nation Crie	Support Group for Men in Eeyou Istchee and Drawing from the Land for Healing	Nord-du-Québec	4 ans	137 750,00 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Aspehiriniwin	Mauricie	4 ans	136 372,50 \$
Conseil Abénaki Wôlinak	Hommes et guérison Wôlinak	Centre-du-Québec	4 ans	50 967,50 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Projet Kotowakinik	Mauricie	4 ans	110 200,00 \$
* Le tableau inclut seulement des subventions financées par le Secrétariat à la condition féminine				

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu plusieurs projets visant les femmes immigrantes et racisées dans le cadre de la **Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027**, notamment :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2023-2024
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	L'équité salariale, un droit fondamental pour toutes les Québécoises!	2022-2023	3 ans	15 000 \$
SEMO Le Jalon	L'autonomisation économique des femmes immigrantes- Femmes de tous les horizons phase 3	2022-2023	1 an	13 500 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	2022-2023	3 ans	44 410 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi	Femmes en action	2022-2023	3 ans	39 026 \$

Comité de suivi de l'action 5.2.1

Le SCF participe au comité de suivi mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 5.2.1 « Assurer une prévention et une intervention concertée interministérielle et intersectorielle dans les cas de violences basées sur l'honneur » de la **Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027**, sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

Certaines des 58 actions de la Stratégie intégrée en violence découlent de la prise en compte des réalités particulières de différents groupes, notamment les femmes immigrantes ou racisées, ou encore prévoient une intervention adaptée à ces réalités spécifiques. Dans le cadre de l'action 1, le SCF finance ainsi les projets suivants :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montant versé en 2023-2024
Centre Louise-Amélie	Moi, j'habite nulle part – saison 2 phase B	2022-2023	2 ans	36 000 \$
Institut National pour l'Équité, l'Égalité et l'Inclusion des personnes en situation de handicap	Sensibiliser autrement sur la violence et ses effets (SAUVE)	2023-2024	2 ans	135 000 \$

Les actions reliées à la Charte Québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (CHIC) ont été réalisées et complétées dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015*.

P.67 PRÉCISER SI UN BILAN DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES MENÉES AUPRÈS DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES EN 2023-2024 EN MATIÈRE D'AGRESSIONS ET D'EXPLOITATION SEXUELLE A ÉTÉ PRODUIT PAR LE SCF.

Aucune consultation n'a été menée en 2023-2024 par le Secrétariat à la condition féminine auprès des organisations autochtones en matière d'agressions et d'exploitation sexuelle.

P.68 FOURNIR LES SOMMES ALLOUÉES EN 2023-2024 ET CELLES PRÉVUES EN 2024-2025 POUR LE SOUTIEN À LA MISSION DES 16 GROUPES SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE D’EMPLOYABILITÉ FÉMININE. VENTILER PAR ORGANISME. INDiquer LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES AVEC LES GROUPES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, EN 2023-2024.

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu 15 organismes spécialisés en développement de la main-d’œuvre féminine (OSDMOF) et le Conseil d’intervention pour l’accès des femmes au travail (CIAFT) dans le cadre d’un financement à la mission. De plus, le SCF a eu de nombreux échanges avec les OSDMOF pour discuter de leur financement et des collaborations possibles dans le cadre de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour l’égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*.

Organismes visés	Montant par organisme 2023-2024
Accès-travail-Femmes	41 250 \$
Connexion-Emploi Ressources Femmes	41 250 \$
Centre d’intégration au marché de l’emploi (CIME)	41 250 \$
Centre Lanaudière d’emploi pour femmes (CLEF)	41 250 \$
Centre d’orientation et de formation pour les femmes en recherche d’emploi (COFFRE)	41 250 \$
Centre intégration professionnel de Lanaudière	41 250 \$
Étape-Emploi	41 250 \$
SEMO Le Jalon	41 250 \$
Centre le Pont	41 250 \$
Option Femmes	41 250 \$
Partance- Centre d’emploi pour femmes	41 250 \$
De Soi à l’Emploi	41 250 \$
Option sans limite	41 250 \$
Services intégrés pour l’emploi (SIE)	41 250 \$
Service d’orientation et de recherche d’emploi pour l’intégration des femmes au travail (SORIF)	41 250 \$
Conseil d’intervention pour l’accès des femmes au travail (CIAFT)	46 240 \$

P. 69 TABLE DES PARTENAIRES INFLUENTS : BILAN DÉTAILLÉ, PAR CATÉGORIE D’ACTION, DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025. LISTE DE L’EFFECTIF LIÉ À CE PROJET, INCLUANT LE MANDAT ET LA RÉMUNÉRATION.

La Table a complété son mandat en 2013.

- P. 70 PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER « INITIATIVE DE PARTENARIAT – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » (INCLUANT LES ENTENTES ADMINISTRATIVES EN ÉGALITÉ) DU SCF EN 2023-2024. POUR CHACUN, INDIQUER, PAR RÉGION :**
- A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;**
 - B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;**
 - C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.**
-

Le Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat n'existe plus. Le Secrétariat à la condition féminine a rassemblé la plupart de ses programmes pour en créer un seul qui s'intitule le « Programme d'aide financière en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de violence sexuelle et de violence conjugale ».

Veillez-vous référer à la réponse de la question 72 du 3^e groupe d'opposition.

P. 71 APPEL DE PROJETS NATIONAUX, LOCAUX ET RÉGIONAUX EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES LANCÉ EN 2022-2023 PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER « INITIATIVE DE PARTENARIAT – ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » : FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS. VENTILER PAR PROJET DÉPOSÉ EN FOURNISSANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISATION AYANT DÉPOSÉ UN PROJET;
- B. LA NATURE DE L'ORGANISATION, PAR EXEMPLE : **MRC**, MUNICIPALITÉS, ORGANISATIONS PARAPUBLIQUES DES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX OU DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL / ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, MILIEUX AUTOCHTONES;
- C. SI OUI OU NON LE PROJET A ÉTÉ DÉPOSÉ EN FORMAT « PARTENARIAT »;
- D. LE MONTANT SOUMISSIONNÉ POUR LE PROJET;
- E. LE RÉSUMÉ DU PROJET PROPOSÉ;
- F. LE CAS ÉCHÉANT, LES ÉTAPES D'ANALYSE FRANCHIES POUR LE PROJET;
- G. LE CAS ÉCHÉANT, LES MOTIFS SOMMAIRES DE REJET POUR LE PROJET.

FOURNIR LA LISTE DES PROJETS N'AYANT PAS ÉTÉ RETENUS DANS LE CADRE DE CES APPELS DE PROJETS.

La cinquième édition de l'appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2023 a été lancée le 12 avril 2022.

Cet appel de projets s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'action transversale 8 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, qui est intitulée « Soutenir financièrement des projets locaux, régionaux et nationaux en matière d'égalité ainsi que des organismes spécialisés en condition féminine ».

Les montants versés en 2023-2024 pour les projets retenus sont présentés en annexe.

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2023-2024
Projets régionaux					
Association des familles monoparentales et recomposées Maria-Chapdelaine	Être coparent pour nos enfants	Les ateliers sur la coparentalité sont une piste de réflexion pour les parents séparés ou en cours de séparation qui désirent améliorer leurs communications et le partage équitable des responsabilités familiales. Elles visent à outiller les parents en les sensibilisant sur les enjeux de la parentalité en leur permettant de développer une coparentalité positive et obtenir un équilibre dans leur vie familiale. (Volet de soutien de groupe ou individuel)	02. Saguenay - Lac-Saint-Jean	3 ans	21 717 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi	Femmes en action	Le projet Femmes en action vise à offrir un lieu, du temps et un accompagnement de groupe adaptés à deux clientèles cibles, soit les femmes immigrantes peu francisées ayant des enjeux de conciliation ainsi qu'aux femmes victimes d'exploitation sexuelle en processus de sortie du milieu, afin qu'elles puissent se mettre en mouvement vers l'identification d'un projet professionnel ou personnel à court, moyen ou long terme.	05. Estrie	3 ans	39 026 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	Ce projet favorise une citoyenneté urbaine égalitaire à travers la création d'espaces pour les femmes des quartiers montréalais de Centre-Sud et de Saint-Michel. Ces nouveaux espaces permettront aux femmes issues de la diversité ethnoculturelle de s'initier à la participation citoyenne et de se mobiliser autour d'initiatives d'action communautaire et de démocratie locale. En parallèle, le projet mènera à la création d'outils pour sensibiliser les organismes et instances des quartiers à l'importance d'une participation citoyenne égalitaire.	06. Montréal	3 ans	44 410 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Un mouvement féministe montréalais plus inclusif de la diversité sexuelle et des genres	Cette démarche collective vise à accompagner les groupes de femmes désirant mieux inclure et accueillir les personnes de la diversité sexuelle et de genre dans leurs services, milieux de vie et équipes de travail. Les membres de la TGFM et des personnes expertes du vécu développeront une communauté de pratique et des outils pour transformer les mentalités et opérer les changements nécessaires pour des milieux réellement accueillants, bienveillants et sécuritaires.	06. Montréal	3 ans	44 975 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	Ce projet met de l'avant l'aspect social et collectif de la charge mentale vécue par les femmes dans une visée de déculpabilisation. Il permet également de documenter les effets de la charge mentale pour les femmes dans la région. Finalement, il donne la parole aux femmes et permet de mettre en oeuvre des leviers de transformation sociale en collaboration avec plusieurs alliés et partenaires.	12. Chaudière-Appalaches	3 ans	45 000 \$
Projets nationaux					

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2023-2024
Association des femmes en finance du Québec	AFFQ : pour une meilleure inclusion des femmes en finance et de milieux connexes	L'AFFQ souhaite rejoindre davantage de femmes ayant un métier spécialisé en finance et des milieux connexes en étendant et diversifiant son offre d'accompagnement, de soutien et de rayonnement. Ce projet se décline en trois étapes : une analyse de marché, la conception de services adaptés aux profils ciblés et le déploiement d'activités et d'outils de communication pour attirer de nouveaux membres.	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grande participation de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles	Ce projet vise à produire, transférer, mobiliser et faire rayonner les connaissances et savoirs féministes québécois, permettant ainsi d'accroître et d'assurer une meilleure présence, participation et prise de parole de toutes les femmes, notamment celles vivant à la croisée de certaines discriminations, dans les instances décisionnelles ainsi que dans l'espace numérique. Cette valorisation des savoirs des différents groupes de femmes, qui vise à favoriser un partage plus égalitaire de la production, de la diffusion et du rayonnement des connaissances et des savoirs féministes, s'inscrit dans une perspective de justice épistémique.	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$
Fédération des agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	Perspective + est un nouveau programme développé par les agricultrices du Québec afin de soutenir et d'outiller le milieu agricole dans leurs efforts de diversité. Ce nouveau projet servira à apporter un soutien concret aux syndicats d'agricultrices régionaux et aux organisations agricoles dans le recrutement de candidates. Ces dernières auront accès à des activités de formation, de réseautage auprès d'experts et de mentorat.	18. Ensemble du Québec	3 ans	44 850 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	Ce projet a pour objectif de sensibiliser des étudiant.e.s et futur.e.s professionnel.le.s à travers le Québec à la lutte contre les violences faites aux femmes. Des ateliers-discussions se tenant dans différents cégeps de la province viseront à échanger autour de l'importance d'être un.e allié.e, de l'égalité des genre, des enjeux liés aux violences faites aux femmes ainsi qu'aux moyens d'action pour mener la lutte concrètement, de façon individuelle et collective, tant sur le plan personnel que professionnel. Cette tournée de sensibilisation s'adressera particulièrement aux futur.e.s professionnel.le.s qui devront intervenir, de près ou de loin, auprès des femmes violentées.	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	Accessibilité et sensibilisation au droit à l'avortement au Québec	Ce projet en plusieurs volets a pour but d'adresser un manque d'information juste, complète et sans jugement sur le droit à l'avortement au Québec. À travers une campagne de sensibilisation et la mise à jour d'outils d'éducation populaire, la FQPN et ses partenaires pourront contrer la mésinformation des centres anti-choix et redonner aux femmes, hommes trans et personnes non-binaires leur pouvoir d'agir sur leur corps.	18. Ensemble du Québec	3 ans	29 464 \$

Organisme	Titre du projet	Description du projet	Région administrative	Durée	Montants versés en 2023-2024
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	Le projet Se connecter à l'égalité (2e édition) vise à outiller les personnes de 12 à 40 ans au développement de relations égalitaires entre les genres dans l'espace public réel et virtuel. Deux ateliers d'éducation à la sexualité seront offerts dans divers milieux physiques communautaires et institutionnels, des ateliers-discussions seront animés en ligne et une recherche-action sera lancée afin de qualifier la nature des expériences de violences sexistes vécues en ligne chez les personnes de 12 à 25 ans.	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Cultivons la culture du consentement	Le projet vise à offrir des formations, en ligne ou en présentiel, sur la culture du consentement aux intervenants jeunesse (intervenant d'organisme, coach de sport, professeur, etc) en utilisant notre trousse d'outils (affiches, site web, page de médias sociaux, guide d'utilisation). Cette trousse sert à prévenir et lutter contre le harcèlement sexuel ainsi qu'à favoriser la culture du consentement auprès de jeunes d'âges du secondaire. Le partage de la trousse vise un changement profond de moeurs afin de prévenir et intervenir les micros agressions à caractères sexuelles, favorisant ainsi l'égalité des genres.	18. Ensemble du Québec	3 ans	31 635 \$
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	Ce projet vise à identifier les freins, leviers et solutions en matière de conciliation famille-travail (CFT) dans le secteur du commerce de détail. Des employeurs du secteur seront accompagnés et formés. De plus, une campagne de sensibilisation dans ce secteur permettra a un plus grand bassin d'employeurs du secteur de saisir à l'importance de la CFT et ses avantages sur l'attraction et la fidélisation de la main-d'oeuvre. À terme, ce sont plus de femmes et d'hommes qui auront accès à de meilleures mesures de CFT favorisant un partage équitable des responsabilités familiales.	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$
Sport'Aide	Quand le sport doit changer de culture : Pour un environnement sportif sain, sécuritaire et inclusif à tou.te.s	Le système sportif québécois est placé devant une évidence : la nécessité de mettre en place des systèmes de protection pour les groupes minoritaires, dont les femmes en sport. Étant une préoccupation de longue date chez Sport'Aide, l'organisme souhaite sensibiliser, éduquer, accompagner et outiller la communauté sportive, particulièrement les garçons, pour prévenir les différents types de violence dont les femmes sont victimes	18. Ensemble du Québec	3 ans	45 000 \$

P. 72 PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER À DES INITIATIVES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2023-2024. POUR CHACUN, INDiquer, PAR RÉGION :

- A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;**
- B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;**
- C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.**

Les informations relatives aux projets financés sont fournies en annexe du présent document.

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2023-2024
Academos	Améliorer l'expérience des jeunes face aux enjeux associés au sexisme et aux stéréotypes de genre des métiers grâce au mentorat chez Academos	2022-2023	2 ans	National	14 295 \$
Accès-Travail-Femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 000 \$
Aéro Montréal	Propulsion relève inclusive	2022-2023	2 ans	National	20 000 \$
Association des familles monoparentales et recomposées Maria-Chapdelaine	Être coparent pour nos enfants	2022-2023	3 ans	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	21 717 \$
Association des femmes en finance du Québec	AFFQ : pour une meilleure inclusion des femmes en finance et de milieux connexes	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	05-Estrie	11 000 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Femmes en action	2022-2023	3 ans	05-Estrie	39 026 \$
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	14-Lanaudière	11 000 \$
Centre d'orientation et de formation pour les femmes en recherche d'emploi (COFFRE)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	11 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition des femmes	Produire, diffuser et faire rayonner des formes de savoirs féministes pour une plus grande participation de toutes les femmes dans la société du savoir, de l'information et des instances décisionnelles traditionnelles	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Centre Étape (Étape Emploi inc.)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	03-Capitale-Nationale	11 000 \$
Centre Lanaudière d'emploi pour femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	14-Lanaudière	11 000 \$
Centre le Pont	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	04-Mauricie	11 000 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Maisonneuve	Vers une citoyenneté urbaine égalitaire : création d'espace pour le déploiement du pouvoir d'agir des Montréalaises issues de la diversité ethnoculturelle	2022-2023	3 ans	06-Montréal	44 410 \$
Connexion emploi ressources femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	12-Chaudière-Appalaches	11 000 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	National	14 000 \$
Crew Montréal	Répertoire d'expertise féminine en immobilier commercial	2021-2022	2 ans	National	10 408 \$
De Soi à l'Emploi	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	11 000 \$
Dimension Travail	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	13-Laval	11 000 \$
Équilibre	Valoriser l'être plutôt que le paraître : combattre les normes sociales de beauté irréalistes, stéréotypées et sexistes	2021-2022	2 ans	National	10 000 \$
Espace Muni	Comprendre et agir sur les enjeux temporels des personnes éules sur la scène municipale et des MRC	2022-2023	2 ans	National	50 000 \$
Fédération des Agricultrices du Québec	Perspective + : soutien régional et développement de réseau	2022-2023	3 ans	National	44 850 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	Accessibilité et sensibilisation au droit à l'avortement au Québec	2022-2023	3 ans	National	29 464 \$
Institut maritime du Québec	Industrie humain.e	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
La Gouvernance au féminin	Certification parité pour les PME	2021-2022	2 ans	National	30 000 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Mentorat Québec	Se connecter à l'égalité	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Option Femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	07-Outaouais	11 000 \$
Options sans limite	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	11 000 \$
Partance – Centre d'emploi pour femmes	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	17-Centre-du-Québec	11 000 \$
Prévention Côte-Des-Neiges	Cultivons la culture du consentement	2022-2023	3 ans	National	31 635 \$
Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches	La charge mentale des femmes; la partie invisible du travail invisible en Chaudière-Appalaches	2022-2023	3 ans	12-Chaudière-Appalaches	45 000 \$
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
SEMO Le Jalon	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	16-Montérégie	11 000 \$
Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au travail (SORIF)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	06-Montréal	11 000 \$
Services intégrés pour l'emploi (SIE)	Déploiement des activités rattachées à l'approche globale et spécifique pour les femmes	2022-2023	1 an	17-Centre-du-Québec	11 000 \$
Sport'Aide	Quand le sport doit changer de culture : Pour un environnement sportif sain, sécuritaire et inclusif à tou.te.s	2022-2023	3 ans	National	45 000 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Un mouvement féministe montréalais plus inclusif de la diversité sexuelle et des genres	2022-2023	3 ans	06-Montréal	44 975 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2023-2024
Union des municipalités du Québec	Plan d'action 2022-2023 de la Commision Femmes et gouvernance	2021-2022	4 ans	National	16 000 \$
Université de Montréal	Parité Sciences - Femmes en physique - phase 2	2021-2022	2 ans	National	20 000 \$

La réforme du droit de la famille est sous la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ). Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) suit les travaux du MJQ concernant notamment le statut légal des conjoints de fait. Le SCF accompagne le MJQ pour la prise en compte d'enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes dans les travaux de réforme du droit de la famille.

Les travaux entourant la réforme du droit de la famille (incluant le volet de la grossesse pour autrui) sont sous la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ).

En mai 2023, la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d’une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d’un projet de grossesse pour autrui (projet de loi n° 12) a été adoptée. Plusieurs dispositions encadrant la pratique de la gestation pour autrui sont entrées en vigueur en mars 2024.

Le Conseil du statut de la femme a publié en février 2023 l’étude « Grossesses pour autrui : état de situation au Québec ».

Le Secrétariat à la condition féminine a suivi les travaux et a accompagné le MJQ dans la prise en compte d’enjeux en matière d’égalité entre les femmes et les hommes.

Le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique), coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.

- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

Parmi ces quatorze actions, le SCF est responsable de la mise en œuvre de deux actions, en plus de collaborer à la réalisation de mesures sous la responsabilité d'autres ministères ou organismes.

En 2023-2024, le SCF a mis en œuvre les actions suivantes :

- Action 6 « Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec ».

Cette action a été bonifiée par l'action 3 « Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions » des *Actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides* annoncées le 23 avril 2021.

Les montants versés en 2023-2024 pour l'ensemble des cellules d'intervention rapide totalisent 820 832 \$.

- Action 13 « Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* ».

Des dépenses liées à la masse salariale ont contribué à la mise en œuvre de cette action en 2023-2024.

Cette question relève du ministère de la Sécurité publique.

P. 87 COPIE DE L'AIDE-MÉMOIRE À L'INTENTION DES SERVICES DE POLICE CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC EN VERTU DE L'ARTICLE 810 DU CODE CRIMINEL.

Cette question relève du ministère de la Sécurité publique.

P. 88 NOMBRE DE FEMMES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE AFIN DE FACILITER LEUR SORTIE D’UN MILIEU DANGEREUX EN 2023-2024. VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES DONNÉES ET COPIE DES CRITÈRES POUR BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE.

Cette question relève du ministère de la Justice.

P. 89 LISTE DES RENCONTRES ENTRE LES DIFFÉRENTS ORGANISMES ET MINISTÈRES AINSI QUE LES ORGANISMES DESSERVANT LES FEMMES DANS L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION 2020-2025.

Aucune rencontre ne s'est tenue en 2023-2024 pour l'élaboration du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*, considérant que celui-ci a été lancé en décembre 2020.

Le 3 décembre 2020, a été lancé le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025* (Plan d'action spécifique). Celui-ci constitue un complément au *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*.

- Il est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.
- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025		
AXE 1 : PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION		
ACTIONS	Responsables	Financement 2020-2025
1. Mettre en place un service juridique d'urgence pour déterminer, notamment, les droits de garde d'enfants en contexte de violence conjugale	MJQ (Commission des services juridiques)	8 360 000 \$
2. Produire un aide-mémoire à l'intention des services policiers concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public prévu à l'article 810 du Code criminel et s'assurer que les victimes ont accès à de l'information juste et fiable quant aux limites de ce recours	MSP	231 228 \$
AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE		
3. Rehausser le financement des maisons d'hébergement d'urgence pour les femmes et les enfants en contexte de violence conjugale	MSSS	50 000 000 \$
4. Consolider le financement d'actions sous la responsabilité du MSSS inscrites au <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> (<i>S'inscrit en complémentarité avec les actions 16, 17, 18 et 31 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	MSSS	82 500 000 \$
5. Bonifier le budget du Programme d'amélioration des maisons d'hébergement	SHQ	6 000 000 \$
6. Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec	SCF	5 000 000 \$
7. Outiller les intervenantes et intervenants des centres d'hébergement pour pères, des organismes communautaires Famille et des haltes-garderies communautaires pour mieux détecter la violence conjugale et prévenir les situations à risque de dangerosité	Famille	1 250 000 \$
8. Outiller, à l'aide d'une trousse virtuelle, le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance pour lui permettre de mieux détecter les enfants exposés à la violence conjugale et de mieux intervenir auprès d'eux	Famille	275 000 \$
AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE		
9. Mettre en place un programme d'aide financière d'urgence afin de faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes, notamment de violence conjugale	MJQ	16 163 000 \$
10. Étendre à quatre régions supplémentaires le Service d'évaluation des conjoints violents au stade de la mise en liberté provisoire (<i>S'inscrit en complémentarité avec l'action 35 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	MSP	1 784 898 \$
11. Développer un outil spécifique pour l'évaluation des personnes condamnées pour une infraction en matière de violence conjugale	MSP	5 591 791 \$

P. 90 VENTILATION DÉTAILLÉE DES 180 M\$ ANNONCÉS SUR 5 ANS EN 2020.

12. Évaluer la pertinence d'étendre le Programme de surveillance accrue afin d'inclure toutes les personnes contrevenantes ayant reçu une sentence pour violence conjugale	MSP	938 160 \$
AXE 4 – PARTAGE DE L'EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES		
13. Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> (<i>S'inscrit en complémentarité avec l'action 43 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	SCF	1 200 000 \$
13. A Financement de projets de sensibilisation en matière de violence conjugale (<i>S'inscrit en complémentarité avec l'action 1 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	SCF	357 387 \$
14. Mener une étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets anti-rapprochements comme moyen de prévention des homicides conjugaux	MSP	337 852 \$
Financement d'initiatives visant spécifiquement à prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et à accroître la sécurité des femmes et de leurs familles, issues des Premières Nations et Inuits	SCF	500 000 \$
Total		180 489 316 \$

P. 91 LISTE DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES DANS L'ENSEMBLE DU RÉSEAU N'AYANT PAS ENCORE REÇU LEUR FINANCEMENT EN 2023-2024.

Le financement des maisons d'hébergement pour femmes relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P. 92 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2023-2024 DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE.

Veillez vous référer à la question 85 du 3^e groupe d’opposition.

P. 93 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2023-2024 DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION POUR CONTRER LES IMPACTS SUR LES FEMMES EN CONTEXTE DE PANDÉMIE.

La mise en œuvre du *Plan d’action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie* est complétée. Aucune somme versée en 2023-2024.

P. 94 NOMBRE DE FEMMES AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME D'AIDE À LA RELANCE PAR L'AUGMENTATION DE LA FORMATION (PARAF) EN 2023-2024.

Le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation est sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et relève de ce ministère.

P. 95 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN **2023-2024** POUR STIMULER LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION EN CONTEXTE DE RELANCE.

Le Secrétariat à la condition féminine a soutenu le projet suivant en 2023-2024 :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montants versés en 2023-2024
La Gouvernance au féminin	Parité inclusive et diversifiée	2021-2022	2 ans	30 000 \$

Aucun document produit en 2023-2024.

P. 97 NOMBRE D'ENTREPRISES AYANT ÉTÉ SENSIBILISÉES AUX BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL - ÉTUDES (CFTE) EN 2023-2024

Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail (CFT) destiné aux milieux de travail est sous la responsabilité du ministère de la Famille.

En 2023-2024, le Secrétariat à la condition féminine a soutenu trois projets qui permettront de sensibiliser les entreprises :

Organisme	Titre	Année de l'annonce	Durée	Montant versé en 2023-2024
Réseau pour un Québec Famille	La conciliation famille-travail dans le secteur du commerce de détail	2022-2023	3 ans	45 000 \$
Réseau pour un Québec Famille	Consultation sectorielle dans le manufacturier – phase 2	2022-2023	2 ans	20 000 \$
Doc Formation	Agir, pour mieux concilier	2023-2024	1 an	74 867 \$

P. 98 COPIE DE L'ANALYSE DU PHÉNOMÈNE DE SOUS-VALORISATION DES EMPLOIS À PRÉDOMINANCE FÉMININE AINSI QUE DES RECOMMANDATIONS VISANT À METTRE EN PLACE DES ACTIONS PERMETTANT D'ASSURER UNE MEILLEURE RECONNAISSANCE DE LA VALEUR DE CES EMPLOIS D'UN MILIEU À L'AUTRE.

Dans le cadre de l'action 5.2 du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, le Secrétariat à la condition féminine a mandaté l'Université Laval afin de produire une étude visant à analyser le phénomène de sous-valorisation des emplois à prédominance féminine et à formuler des recommandations visant à mettre en place des actions permettant d'assurer une meilleure reconnaissance de la valeur de ces emplois d'un milieu à l'autre.

Publication du rapport en septembre 2023 :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/SCF/publications/egalite/RA-Rapport-valorisation-emplois-feminins-2023.pdf> .

P. 99 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'AIDE D'URGENCE DE 2,5 M\$ ANNONCÉE LE 27 MARS 2020 POUR LES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VIOLENTÉES.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Cette question relève du ministère du Travail.

Cette question relève du ministère du Travail.

Cette question relève de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Cette question relève du ministère du Travail.

P. 104 LISTE DES RENCONTRES TENUES ENTRE LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE ET LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ SALARIALE EN 2023-2024.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude de crédits.

**P. 105 LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES SOMMES ENGAGÉES POUR FAVORISER LA RECHERCHE D'EMPLOI CHEZ LES FEMMES,
PARTICULIÈREMENT LES FEMMES IMMIGRANTES.**

Les services publics d'emploi sont sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Cette question relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

P. 107 ÉTAT DE SITUATION SUR LE NOMBRE DE FEMMES EN ATTENTE D'UNE PLACE EN MAISON D'HÉBERGEMENT DE PREMIÈRE ET DE DEUXIÈME ÉTAPE, VENTILÉ PAR RÉGION ET PAR DÉLAI D'ATTENTE.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

